

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1573

Rubrik: Forum social

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un monde à refaire

Fribourg a accueilli le premier Forum social régional organisé en Suisse. Notre correspondante nous livre ses impressions. Droits des travailleurs et intégration des migrants ont été au centre des discussions consacrées à notre pays.

Le Forum social qui s'est tenu à Fribourg du 20 au 21 septembre a été une grande kermesse tranquille mais pleine d'informations troublantes. Un événement impossible à «couvrir» intégralement: 36 ateliers en deux demi-journées - le samedi après-midi ayant été réservé pour la manifestation à Berne sur les retraites - disputaient la vedette à plusieurs séances plénières, à des activités culturelles, à des stands, et autres attractions en tout genre.

Première impression: les thèmes «étrangers» sont plus courus que les thèmes suisses. Le conflit opposant Nestlé et les syndicats en Colombie, le secret bancaire ou encore Cuba drainent beaucoup plus de monde que les étrangers en Suisse ou la précarité et l'exclusion.

Deuxième impression: les femmes sont largement en majorité dans le public, alors que neuf orateurs sur dix sont des hommes. C'est probablement dû au fait que la plupart des associations représentées sont animées par des bénévoles, des femmes dans la plus part des cas. La remarque n'est pas gratuite, elle est là pour montrer la difficulté qu'ont les laissés-pour-compte et les altermondialistes à se faire écouter.

Troisième impression: les participants présents n'étaient pas des agitateurs en mal de scandale mais des professionnels et des spécialistes de leur domaine. Le niveau des discussions a donc été très élevé, même si dans la plupart des cas il n'a pas débouché sur des résolutions concrètes. Cependant, pour les sujets de politique intérieure, dans un pays décentralisé comme la Suisse, il est toujours utile de rencontrer ses homologues d'autres cantons.

Précarité et exclusion en Suisse

Deux thèmes ont retenu mon attention: celui de la précarité et de l'exclusion et celui de la politique d'intégration.

Il est de notoriété publique que le cartel syndical défend ses membres, et ceci au détriment des travailleurs qui ne sont pas au bénéfice d'une convention collective ou de contrats de longue durée. Des exemples ont été donnés de négociations qui ont permis d'augmenter les salaires des employés «mainstream» (les réguliers en quelque sorte) en diminuant les indemnités et les prestations versées aux femmes travaillant sur appel, aux migrants, aux temporaires, aux jeunes de plus en plus nombreux à occuper un poste à plein temps pour un salaire de stagiaire. Ces travailleurs n'ont souvent personne pour les aider à obtenir des vacances, un congé maternité, le deuxième pilier ou une rente invalidité.

Selon l'IGA - *Interprofessionelle Gewerkstaft der ArbeiterInnen*, la branche suisse alémanique du Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT) - un travailleur sur dix a un travail précaire. La spirale du chômage et des jobs précaires mène très vite au désespoir, à la culpabilisation, à la perte de confiance en soi et à la dépression. Et l'UDC aimerait que l'assurance-maladie cesse de rembourser les prestations des psychothérapeutes.

En outre, le fossé entre «outsiders» (les précaires) et «insiders» (les travailleurs conventionnés jouissant de bonnes conditions d'engagement)

est dynamique: le patronat invente tout le temps de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs. La lutte doit donc s'adapter et se déplacer constamment.

Politique d'intégration: réalité ou alibi?

La politique du Conseil fédéral en matière de migration se cache les yeux et aveugle les citoyens. Elle fait l'impasse sur les déplacements de population qui affectent la planète et sur leurs causes qui sont d'ailleurs bien connues, la pauvreté notamment. Mais cet aspect du problème n'a été traité par aucun des quatre groupes de travail sur les migrations. En outre, comme ce sont les individus les plus dynamiques qui viennent en Suisse, on imagine la perte qu'ils représentent pour leur pays d'origine!

Mais qu'est-ce que l'intégration? l'assimilation? ou la tribalisation? Au rythme où augmente le nombre des étrangers et où il va continuer à augmenter, le Conseil fédéral ferait bien de proposer une loi sur l'intégration. Quelques cantons se sont dotés d'un «Leitbild» (lignes de conduite) en se partageant les douze millions que la Confédération consacre à des activités d'intégration. La Suisse devrait trouver un modèle à mi-chemin entre l'assimilation à la française ou la ghettoïsation à l'anglaise. Le Forum des associations de migrants a esquissé une politique basée sur trois piliers: l'intégration professionnelle, l'éducation des jeunes et les lieux de vie, sans parler des naturalisations facilitées, des droits civiques et de la lutte contre la discrimination (spécialement celle des salaires qui dégrade le marché du travail et augmente la xénophobie). Il faudrait reconnaître les diplômes étrangers comme le font nos pays voisins; il faudrait accorder un soutien particulier aux enfants de migrants pour leur donner les mêmes chances qu'aux Suisses d'origine; il faudrait réserver des appartements bon marché dans les beaux immeubles pour mélanger les couches sociales; il faudrait, il faudrait, etc.

En même temps, en coulisse, on apprend que la révision de la loi sur les étrangers prévoit de pénaliser les mariages blancs. Ni les malades mentaux, ni les criminels condamnés à la prison à vie, ne sont privés de droits aussi fondamentaux que le mariage! Affolant!

Lala Gagnebin

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Jean-Daniel Delley (jd)
Carole Faes (cf)
Lala Gagnebin
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Albert Tille (at)

Forum: **Abstract**

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel:
100 francs
Etudiants, apprentis: 60 francs
@abonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail:
domaine.public@span.ch

www.domainepublic.ch